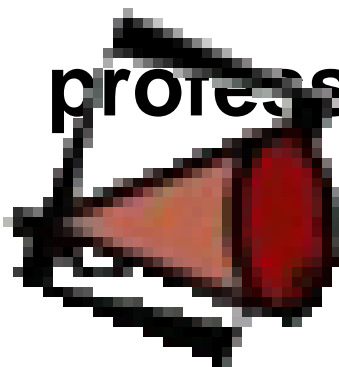


<https://www.pressegauche.org/Visite-du-premier-ministre-a-Alma-la-FIQ-SPSSLSJ-reitere-le-besoin-urgent-d>



**Visite du premier ministre à
Alma : la FIQ-SPSSLSJ réitère
le besoin urgent d'améliorer
les conditions de travail des
professionnelles en soins**

Publication date: jeudi 9 juillet 2020



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

ALMA, QC, le 9 juill. 2020 - La FIQ-Syndicat des professionnelles en soins du Saguenay-Lac-Saint-Jean (FIQ-SPSSLSJ) a profité du passage du premier ministre François Legault dans la région pour tenir une manifestation et l'interpeller sur l'urgence d'améliorer les conditions de travail des professionnelles en soins et de rendre attractif le réseau de la santé et des services sociaux.

« On demande aujourd'hui au premier ministre de nous écouter et de travailler avec les infirmières, les infirmières auxiliaires, les inhalothérapeutes et les perfusionnistes cliniques pour trouver des solutions durables à la surcharge de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux », indique Julie Bouchard, présidente de la FIQ-SPSSLSJ. « Nos membres travaillent d'arrache-pied tous les jours pour donner tous les soins de façon sécuritaire à la population. Elles connaissent les problèmes du réseau et elles sont les mieux placées pour proposer les bons remèdes », ajoute Mme Bouchard.

Dans la région, la surcharge de travail, les heures supplémentaires obligatoires, l'instabilité des postes figurent au nombre des irritants qui affectent le travail des professionnelles en soins. Le syndicat déplore notamment que la direction du CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean s'entête à forcer les professionnelles en soins à être disponibles à temps complet alors qu'elle n'offre que des postes de deux jours par semaine lors de l'embauche. Pourtant, la direction pourrait utiliser une autre avenue pour attirer et retenir la main-d'oeuvre en offrant des postes à temps complet et en les rendant plus attractifs dans le but d'assurer une stabilité et de maintenir une expertise. « La non-reconnaissance des conditions de vie au travail des professionnelles en soins n'est pas un moyen pour attirer et retenir la main-d'oeuvre dans la région », conclut Mme Bouchard.